

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demander le tarif spécial.

NECROLOGIE

La population du Togo a appris avec tristesse la nouvelle de la mort du Gouverneur MONTAGNÉ qui avait administré le Territoire pendant près de cinq ans de Novembre 1936 à Mars 1941 avec un court congé de Novembre 1938 à avril 1939. Au mois de Mars 1941, il rentrait en France en pleine force, et en contemplant cet homme robuste qui avait toujours pratiqué les sports, on ne pouvait penser que la maladie allait bientôt le terrasser et le conduire si rapidement au tombeau.

Né le 16 Janvier 1886 à Lezignan, Lucien MONTAGNÉ avait débuté en 1905 à Madagascar où il fut nommé Commis des Services Civils en 1906 — En 1911 il partait pour l'A. E. F. et était envoyé à l'Ecole Coloniale en 1913 avec la première série des stagiaires — La guerre le trouvait en France en 1914 et il partait pour le front dès les premiers jours de la mobilisation. Il y fut blessé et gagna 2 citations. Il fut alors envoyé à l'Etat Major de Dakar et c'est là que le Gouverneur du Soudan se l'attacha en qualité de Chef de Cabinet de 1917 à 1918 — Il repartit pour le front en Mai 1918 en qualité d'Observateur d'aviation, et fut une troisième fois cité. En 1919 il reprenait le chemin de Madagascar où il avait débuté et était nommé Administrateur en Chef en Décembre 1928 dans la promotion des mobilisés — Nommé Gouverneur le 3 Mars 1931, il administra successivement l'Archipel des Comores et les Etablissements de l'Océanie.

Le Gouverneur Lucien MONTAGNÉ était Officier de la Légion d'Honneur et témoignait d'un ardent patriotisme. Il avait été au combat en 1914-1918 avec trois de ses frères dont deux tombèrent au Champ d'Honneur. Le Gouverneur MONTAGNÉ, qui aimait profondément la carrière coloniale, a toujours marqué une grande sympathie aux populations indigènes qu'il administrait; celles-ci garderont son souvenir.

Devant la douleur de sa veuve et de ses neuf enfants, le Togo tout entier s'incline avec tristesse et leur adresse l'expression de ses condoléances émues.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

8 janvier	— Décret portant modification de l'article 15 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales. (<i>Arrêté de promulgation n° 277 du 21 mai 1942</i>)	376
24 janvier	— Décret portant règlement intérieur du conseil d'Etat.	377
8 février	— Loi portant modification de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 relatif à la gratuité des soins médicaux en faveur des pensionnés pour invalidité.	378
9 février	— Arrêté interministériel complétant l'article 6 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales. (<i>Arrêté de promulgation n° 278 du 21 mai 1942</i>)	377
20 février	— Décret portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires et agents des cadres coloniaux organisés par décret. (<i>Arrêté de promulgation n° 279 du 21 mai 1942</i>)	379
25 février	— Loi portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 1/2 p. 100 1937.	379
25 février	— Loi portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 p. 100 1925.	380
25 février	— Arrêté relatif à la conversion ou au remboursement des rentes 4,50 p. 100 1937.	381
25 février	— Arrêté relatif à la conversion ou au remboursement des rentes 4 p. 100 1925.	383
4 mars	— Arrêté interministériel remplaçant par un nouveau tableau le tableau B annexé à l'arrêté du 28 novembre 1941 relatif aux engagements de non-réexportation. (<i>Arrêté de promulgation n° 276 du 21 mai 1942</i>)	386
5 mars	— Décret complétant l'article 1 ^{er} du décret du 26 octobre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions. (<i>Arrêté de promulgation n° 280 du 21 mai 1942</i>)	386
9 mars	— Arrêté interministériel relatif à la délivrance et au visa des passeports de service.	387
14 mars	— Loi complétant l'article 2 de la loi du 18 juillet 1941 sur la reproduction des traits du Chef de l'Etat dans les territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies (autorisation). (<i>Arrêté de promulgation n° 281 du 21 mai 1942</i>)	388

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

23 mars	— N° 1111/s. E. — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant création dans chaque colonie d'une commission mixte chargée d'assurer la répartition de certaines denrées et marchandises.	389
---------	--	-----

24 avril	— N° 245 — Arrêté portant abrogation des arrêtés nos 103 du 16 février 1942 et 202 du 7 avril 1942 et réglementant à nouveau la vente du sucre au Togo.	389
28 avril	— N° 1586 s. E./C. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, prescrivant la déclaration des stocks de sisal et l'exportation obligatoire de ce produit sur la métropole, suivi de l'arrêté n° 272 du 20 mai 1942 le soumettant à la procédure de publication d'urgence.	390
6 mai	— N° 1659/p. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif à la franchise postale concédée aux membres de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire.	391
22 mai	— N° 282 — Arrêté portant abrogation de l'arrêté n° 756 du 26 décembre 1941 et nommant à nouveau un contrôleur des contributions directes en fixant ses attributions.	392
Personnel		392
Divers		393

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1942

22 avril	— N° 1508 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif au fonctionnement de l'établissement de convalescents de Dalaba (Guinée).	396
----------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours pour la nomination d'adjoint technique du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A. O. F.	397
Avis relatif aux déclarations d'impôts sur les revenus.	397
Domaines { Avis de vente aux enchères publiques	397
{ Avis de demande d'immatriculation	397
{ Avis de bornage	398
Statuts du groupement professionnel du commerce colonial	398

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel des trésoreries coloniales

ARRETE N° 277 promulguant au Togo le décret du 8 janvier 1942 portant modification de l'article 15 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales, promulgué en A. O. F. le 18 octobre 1921;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo, promulgué au Togo le 12 juillet 1924;

Vu le décret du 8 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 138 A. p./I en date du 1^{er} mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 8 janvier 1942 portant modification de l'article 15 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel des trésoreries coloniales et les actes qui l'ont modifié;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 15 du décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales est complété par le paragraphe suivant :

« En cas d'empêchement légitime d'un des membres de la commission, il sera pourvu à son remplacement, par un fonctionnaire du même service à la désignation du chef de la colonie ».

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 8 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

ARRETE N° 278 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 9 février 1942 complétant l'article 6 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales, promulgué en A. O. F. le 18 octobre 1921;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo; promulgué au Togo le 12 juillet 1924;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales, publié au J. O. du Togo du 1^{er} juin 1922 et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté interministériel du 9 février 1942;

Vu le bordereau n° 138 A. P./I en date du 1^{er} mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté interministériel du 9 février 1942 complétant l'article 6 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'AVIATION, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES, PAR INTÉRIM,

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les actes qui l'ont modifié, notamment le décret du 8 janvier 1942;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales et les actes qui l'ont modifié;

ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 6 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales est complété ainsi qu'il suit :

« En cas d'empêchement légitime du trésorier général ou du trésorier-payeur, les sujets de composition sont proposés au choix du gouverneur général ou du gouverneur par un fonctionnaire ou agent du cadre des trésoreries coloniales ayant au moins le grade de payeur et désigné par le chef de la colonie ».

Fait à Vichy, le 9 février 1942.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,*
Général BERGERET.

Conseil d'Etat

DECRET du 24 janvier 1942 portant règlement intérieur du conseil d'Etat.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, président du conseil d'Etat;

Vu la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat;

Vu le décret du 7 janvier 1941 portant règlement intérieur du conseil d'Etat;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 15 du décret susvisé du 7 janvier 1941, relatives à l'affectation des auditeurs pendant leurs deux premières années de service, est provisoirement suspendue.

Un arrêté du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, fixera la date à laquelle lesdites dispositions seront remises en vigueur.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, président du conseil d'Etat, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français ainsi qu'au *Journal officiel* de l'Algérie et de chaque colonie.

Fait à Vichy, le 24 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

(Voir décret du 7 janvier 1941 susvisé au J. O. Togo du 1er avril 1941).

Soins médicaux des pensionnés pour invalidité

LOI du 8 février 1942 portant modification de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 relatif à la gratuité des soins médicaux en faveur des pensionnés pour invalidité.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 64 de la loi du 31 mars 1919 est modifié comme suit :

« Art. 64. — L'Etat doit aux anciens militaires et aux personnels visés à l'article 57 de la loi du 31 mars 1919, leur vie durant, les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques nécessités par les infirmités qui donnent lieu à pension.

« Les ayants droit sont, sur leur demande, inscrits sur des listes spéciales, établies et tenues à jour à leur domicile de secours où sont mentionnées lesdites infirmités.

« Cette inscription leur donne droit à la gratuité des soins mais exclusivement pour les accidents et complications résultant de la blessure ou de la maladie qui a motivé la pension.

« A. — Soins au domicile. — Les bénéficiaires inscrits sur les listes spéciales ont droit au libre choix du médecin, du chirurgien et du pharmacien parmi les praticiens agréés par le ministre chargé du secrétariat général des anciens combattants d'accord avec le secrétaire d'Etat à la famille et à la santé...

« Sauf dans les localités où il n'existe pas de pharmacien, les praticiens exerçant à la fois la médecine et la pharmacie ne sont admis à présenter que des mémoires pharmaceutiques ou des mémoires médicaux.

« B. — Soins hospitaliers. — Si l'hospitalisation est reconnue nécessaire, les malades peuvent être admis, à leur choix, soit dans les salles militaires ou civiles des hôpitaux de leur ressort, et, s'il y a lieu, dans les sanatoriums publics, soit dans les établissements privés agréés par le ministre chargé du secrétariat général des anciens combattants.

« A l'hôpital public et au sanatorium public, l'Etat paye les frais de séjour au tarif des salles militaires ou civiles de cet hôpital ou de ce sanatorium; à l'établissement privé, l'Etat paye les frais au tarif des salles civiles de l'hôpital public ou du sanatorium public le plus voisin de cet établissement.

« Les frais de voyage nécessités par l'hospitalisation dans un établissement public ou privé, et en cas de décès dans cet établissement, les frais de transfert du corps au lieu du domicile sont à la charge de l'Etat.

« C. — Surveillance et contrôle des soins. — Dans chaque département une commission composée de représentants de l'Etat et de l'ordre des médecins assure le contrôle et la surveillance des soins : y sont adjoints avec voix consultative, un représentant du corps pharmaceutique et un représentant des pensionnés bénéficiaires du présent article; ce représentant a respectivement voix délibérative dans les affaires concernant soit un pharmacien, soit un bénéficiaire, et remplace, dans ce cas, l'un des médecins.

« Les décisions de la commission départementale sont susceptibles d'appel devant une commission supérieure, composée dans des conditions analogues, qui siège au secrétariat général des anciens combattants.

« Par dérogation aux dispositions de l'article 35 de la loi du 31 mars 1919, toutes les contestations auxquelles donne lieu l'application du présent article sont jugées en premier ressort par la commission départementale et en appel par la commission supérieure.

« Ces commissions ont qualité, d'office ou sur demande, pour opérer tous redressements et abatement sur les mémoires qui leur sont présentés, pour imputer à l'une des parties en cause, soit isolément, soit conjointement, les sommes indûment réclamées à l'Etat et pour prononcer éventuellement, en cas d'abus caractérisé, l'exclusion temporaire ou définitive du droit de recevoir ou de délivrer des soins ou des produits au titre du présent article.

« La commission supérieure arbitre souverainement en dernier ressort. Ses décisions ne peuvent être déferées au conseil d'Etat que pour vice de forme, incompétence ou violation de la loi; le pourvoi doit être introduit dans les conditions prévues par les articles 36 et 37 de la loi du 18 décembre 1940.

« Un décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat chargé du secrétariat général des anciens combattants, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat à la famille et à la santé déterminera les modalités d'application du présent article, et notamment la composition, les attributions et le fonctionnement des commissions de contrôle. Des arrêtés interministériels fixeront les tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, ainsi que les conditions et limites de remboursement des frais de voyage et de transport ».

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent texte, qui sera appliqué comme loi de l'Etat et publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 8 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères,
Amiral DARLAN.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.*

*Le secrétaire d'Etat à la famille et à la santé,
Serge HUARD.*

*Le général de brigade aérienne,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Supplément de traitement et de solde

ARRETE N° 279 promulguant au Togo le décret du 20 février 1942 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires et agents des cadres coloniaux organisés par décret.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 20 février 1942;

Vu le bordereau n° 144 A. P./I en date du 9 mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 20 février 1942 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires et agents des cadres coloniaux organisés par décret.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et des textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées, à compter du 1^{er} novembre 1941, les indemnités spéciales temporaires attribuées par les décrets des 25 décembre 1937, 24 janvier 1939 et 5 juillet 1941 aux fonctionnaires et agents des cadres coloniaux organisés par décret et en activité de service en France. Sont également abrogés tous les textes étendant le bénéfice desdites indemnités aux mêmes personnels en service outre-mer.

ART. 2. — A partir de la même date et à titre transitoire, il est attribué à ces mêmes fonctionnaires et agents qui se trouvent dans une position donnant droit à la solde d'activité en France ou outre-mer un supplément provisoire de traitement dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

	Taux FR.
Agents dont la rémunération brute annuelle est inférieure à 9.000 francs	4.200 »
Agents dont la rémunération brute annuelle est comprise entre :	
9.000 et 30.000 francs	5.000 »
30.001 et 40.000 francs	6.000 »
40.001 et 50.000 francs	7.000 »
50.001 et 60.000 francs	8.000 »

60.001 et 70.000 francs	9.000 »
70.001 et 80.000 francs	10.000 »
80.001 et 90.000 francs	11.000 »
90.001 et 100.000 francs	12.000 »
Agents dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 100.000 francs	12.000 »

ART. 3. — Le montant du supplément de traitement prévu à l'article 2 ci-dessus suit le sort de la rémunération principale. Il est réduit dans la proportion où celle-ci se trouve réduite pour quelque cause que ce soit. Il est majoré du supplément colonial lorsqu'il s'agit de personnels admis au bénéfice de cet accessoire de solde par les textes qui l'organisent.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant du supplément déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables au personnel des cadres locaux des colonies en service en France.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

ART. 6. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 20 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Rentes

LOI du 25 février 1942 portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4½ p. 100 1937.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à émettre des rentes 3½ p. 100 amortissables en vue, notamment, de procéder, dans des conditions fixées par arrêté, soit au remboursement des rentes 4½ pour 100 1937, soit à leur conversion, facultative pour les porteurs, en rentes du nouveau type.

ART. 2. — Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes 3 p. 100 perpétuelles sont assurés aux nouvelles rentes.

Celles-ci seront exemptes, pour toute leur durée, de toute taxe spéciale frappant les valeurs mobilières. Elles pourront être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871.

ART. 3. — Tous titres et expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 4½ p. 100 1937, en tant qu'ils serviront auxdites opérations et que cette destination y sera exprimée, seront dispensés de timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Seront également dispensés du timbre les quittances, reçus ou décharges délivrés à l'occasion des opérations visées dans le présent décret, ainsi que les affiches ayant exclusivement pour objet de porter lesdites opérations à la connaissance du public.

ART. 4. — La plus-value résultant, en cas d'acceptation de la conversion par des entreprises industrielles ou commerciales, de l'échange des titres de rentes 4½ p. 100 1937 contre les titres prévus par le présent décret n'entrera pas en compte pour le calcul des bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices tant que ces titres seront conservés dans l'actif desdites entreprises. En cas de cession des titres ou de cessation de l'entreprise, cette plus-value sera rapportée aux résultats de l'exercice en cours à la date de la cession ou de la cessation.

ART. 5. — Un délai d'option, dont la durée sera fixée par l'arrêté prévu à l'article 1^{er}, sera accordé aux porteurs de rentes 4½ p. 100 1937 pour en demander le remboursement. Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement pendant ce délai seront convertis. Des dispositions spéciales pourront être prises en faveur des prisonniers de guerre.

ART. 6. — En ce qui concerne les propriétaires de rentes 4½ p. 100 1937 qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion ou la demande de remboursement sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale, ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

ART. 7. — Les nouvelles rentes émises en conversion de titres affectés à des cautionnements fournis à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique, recevront d'office la même affectation, sous réserve de revision ultérieure des cautionnements dont les arrérages seuls sont affectés vis-à-vis du service public au paiement des créances garanties par le titulaire.

Les titres actuellement affectés à des cautionnements relatifs à des valeurs adirées seront convertis d'office avec la même affectation.

ART. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

LOI du 25 février 1942 portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 p. 100 1925.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à procéder, dans des conditions fixées par arrêté, soit au remboursement des rentes 4 p. 100 1925, soit à leur conversion, facultative pour les porteurs, en rentes 3 p. 100 amortissables.

ART. 2. — Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes 3 p. 100 perpétuelles sont assurés aux nouvelles rentes.

Celles-ci seront exemptes, pour toute leur durée, de toute taxe spéciale frappant les valeurs mobilières.

En outre, les arrérages payés jusqu'au 31 décembre 1945 ne seront pas soumis à l'impôt général sur le revenu.

Les nouvelles rentes pourront être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871.

ART. 3. — Tous titres et expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 p. 100 1925, en tant qu'ils serviront auxdites opérations et que cette destination y sera exprimée, seront dispensés de timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Seront également dispensés du timbre les quittances, reçus ou décharges délivrés à l'occasion des opérations visées dans le présent décret, ainsi que les affiches ayant exclusivement pour objet de porter lesdites opérations à la connaissance du public.

ART. 4. — La plus-value résultant, en cas d'acceptation de la conversion par des entreprises industrielles ou commerciales, de l'échange des titres de rentes 4 p. 100 1925 contre les titres prévus par le présent décret n'entrera pas en compte pour le calcul des bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices tant que ces titres seront conservés dans l'actif desdites entreprises. En cas de cession des titres ou de cessation de l'entreprise, cette plus-value sera rapportée aux résultats de l'exercice en cours à la date de la cession ou de la cessation.

ART. 5. — Un délai d'option, dont la durée sera fixée par l'arrêté prévu à l'article 1^{er}, sera accordé aux porteurs de rentes 4 p. 100 1925 pour en demander le remboursement. Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement pendant ce délai seront convertis. Des dispositions spéciales pourront être prises en faveur des prisonniers de guerre.

ART. 6. — En ce qui concerne les propriétaires de rentes 4 p. 100 1925 qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion ou la demande de remboursement sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale, ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

ART. 7. — Les nouvelles rentes émises en conversion de titres affectés à des cautionnements fournis à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique, recevront d'office la même affectation, sous réserve de revision ultérieure des cautionnements dont les arrérages seuls sont affectés vis-à-vis du service public au paiement des créances garanties par le titulaire.

Les titres actuellement affectés à des cautionnements relatifs à des valeurs adirées seront convertis d'office avec la même affectation.

ART. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

ARRETE relatif à la conversion ou au remboursement des rentes 4 1/2 p. 100 1937.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu le décret du 11 mars 1937 relatif à l'émission des rentes 4 1/2 p. 1937;

Vu l'article 50 de la loi du 31 décembre 1941;

Vu la loi du 25 février 1942 portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 1/2 p. 100 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, soit au remboursement des rentes 4 1/2 p. 100 1937, soit à leur conversion facultative pour les porteurs, en rentes 3 1/2 p. 100 amortissables.

A. — Caractéristiques des nouvelles rentes

ART. 2. — Les nouvelles rentes 3 1/2 p. 100 seront amortissables en soixante années, au maximum, soit par rachats en bourse, soit par remboursement au pair à la suite de tirages au sort semestriels.

Ces rentes seront inscrites à une section spéciale du Grand-Livre de la dette publique.

Leurs arrérages seront payables semestriellement et à terme échu, les 16 mars et 16 septembre de chaque année, et pour la première fois le 16 septembre 1942.

Le service des arrérages et de l'amortissement sera effectué au moyen d'une annuité budgétaire constante, la totalité de l'annuité prévue devant être obligatoirement utilisée chaque année.

ART. 3. — Les nouvelles rentes 3 1/2 p. 100 seront au porteur ou nominatives.

Les titres au porteur seront délivrés en coupures de 2.000, 10.000 et 100.000 francs de capital nominal. En outre, il pourra être créé, pour les besoins de la conversion, des coupures de 1.000 francs.

Les rentes inscrites sous la forme nominative seront d'un capital nominal de 1.000 francs ou d'un multiple de 1.000 francs.

ART. 4. — Toutes les opérations relatives au transfert, à la conversion et à la mutation des nouvelles rentes seront effectuées conformément aux dispositions qui régissent les rentes inscrites au Grand-Livre de la dette publique.

ART. 5. — Les nouvelles rentes 3 1/2 p. 100 amortissables seront divisées en séries.

Les tirages au sort auront lieu, le cas échéant, les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année. A titre exceptionnel, les deux premiers tirages pourront, s'il y a lieu, être effectués simultanément le 1^{er} février 1943.

Les titres désignés par le sort seront remboursables à partir de l'échéance du coupon suivant le tirage et cesseront de porter intérêt à dater de cette même échéance. Le capital sera tenu à la disposition de l'ayant droit, sous réserve de la déduction du montant des coupons ultérieurs qui ne seraient pas représentés.

ART. 6. — L'Etat se réserve la faculté de procéder, à tout moment, à partir du 16 mars 1947, au remboursement anticipé au pair, majoré des intérêts courus, de tout ou partie des titres restant en circulation.

Les coupures de 1.000 francs de capital nominal pourront faire l'objet distinctement et à toute époque d'un remboursement anticipé.

B. — Opérations de souscriptions

ART. 7. — Le prix d'émission est fixé à 97 francs pour 100 francs de capital nominal.

ART. 8. — Les souscriptions devront être acquittées en numéraire et en un seul versement.

ART. 9. — L'émission sera ouverte le 2 mars 1942. Elle sera close sans préavis.

ART. 10. — Les souscriptions seront reçues :

A la paierie générale de la Seine;

A la recette centrale des finances de la Seine;

Aux caisses des receveurs-percepteurs;

Aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs;

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine, et des payeurs particuliers de l'Algérie;

Aux recettes des postes, télégraphes et téléphones;

A la Banque de France (siège central, succursales et bureaux auxiliaires);

Aux guichets des banquiers et établissements de crédit agréés;

Chez les agents de change et les notaires;

Au service de la dette publique (émissions, pavillon de Flore), à Paris (chèques et virements seulement).

C. — Opérations de conversion

ART. 11. — Les titres de rente 4 1/2 pour 100 1937 qui n'auront pas été présentés au remboursement dans le délai fixé par l'article 18 porteront intérêt jusqu'au 15 mars 1942 inclus et seront, avec jouissance du 16 mars 1942, convertis en rentes 3 1/2 p. 100 amortissables émises dans les conditions déterminées ci-dessus.

ART. 12. — La valeur de reprise des rentes 4 1/2 p. 100 1937, compte tenu des intérêts afférents à la période comprise entre le 1^{er} mars 1942, date du dernier coupon échu, et le 15 mars 1942 inclus, est fixée par le barème annexé au présent arrêté.

ART. 13. — La conversion sera effectuée à raison de 7 francs de rente 3 1/2 p. 100 nouvelle pour un montant nominal de 4 francs 50 de rente 4 1/2 pour 100 1937, le règlement de la soule étant effectué sur les bases indiquées dans le barème annexé au présent arrêté.

Lorsque la différence entre la valeur de reprise des titres de rente 4 1/2 p. 100 1937 et le prix d'émission des nouvelles rentes 3 1/2 p. 100 sera égale ou supérieure à 970 francs, il sera fait au porteur une attribution supplémentaire de titres telle que la somme à verser par le trésor en numéraire soit inférieure à 970 francs.

ART. 14. — Les propriétaires de titres convertis devront les grouper pour les présenter à l'échange. En ce qui concerne les titres nominatifs, seuls seront groupés les titres portant le même libellé.

ART. 15. — Le dépôt des titres à convertir sera reçu sans frais à partir du 1^{er} avril 1942 :

A la paierie générale de la Seine;

A la recette centrale des finances de la Seine;

Aux caisses des receveurs-percepteurs;

Aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs;

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine, et des payeurs particuliers de l'Algérie;

Aux caisses des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs des colonies;

A la Banque de France (siège central, succursales et bureaux auxiliaires);

Aux guichets des banquiers et établissements de crédit agréés;

Chez les agents de change et les notaires.

Les dépôts seront également reçus au service de la dette publique (émissions, pavillon de Flore), sous réserve que les règlements afférents à la conversion soient effectués par chèques ou virements.

ART. 16. — Les titres au porteur devront être présentés coupon à échéance du 1^{er} septembre 1942 attaché.

Il sera délivré aux déposants reçu des titres déposés.

Aucun reversement ne sera exigé pour les coupons manquants au titre d'échéances postérieures au 1^{er} septembre 1942.

ART. 17. — Les nouvelles rentes 3½ p. 100 amortissables seront délivrées en échange des titres au porteur, soit sous la forme au porteur, soit sous la forme nominative, au choix des déposants.

Les demandes d'échange du porteur au nominatif seront accompagnées d'un bordereau de conversion indiquant le libellé à inscrire sur le titre nominatif.

En échange des titres nominatifs, il sera délivré un nouveau certificat nominatif portant le même libellé.

D. — Opérations de remboursement

ART. 18. — Les propriétaires de titres de rentes 4½ p. 100 1937 qui désireraient en obtenir le remboursement devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après :

1^o — En France, en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Suisse, du 2 au 14 mars 1942 inclus;

2^o — Dans les colonies, dans les pays de protectorat et dans les territoires sous mandat, pendant un délai de deux semaines à compter de la promulgation de la loi du 25 février 1942 et des dispositions prises en vue de l'application de ladite loi.

Ces délais seront prolongés de deux mois au bénéfice des prisonniers de guerre, sous réserve qu'il soit justifié de la propriété des titres à la date de publication du présent arrêté.

ART. 19. — Les titres au porteur devront être présentés coupon à échéance du 1^{er} septembre 1942 détaché.

Il sera délivré aux déposants reçu des titres déposés.

Aucun reversement ne sera exigé pour les coupons manquants au titre d'échéances postérieures au 1^{er} septembre 1942.

Pour les titres nominatifs, après détachement du talon de contrôle relatif aux arrérages à échoir le 1^{er} septembre 1942 et estampillage du titre, il sera remis au déposant un bordereau-quittance destiné au paiement des intérêts courus entre le 1^{er} mars 1942, date du dernier coupon échu, et la date fixée pour le remboursement.

ART. 20. — Les demandes et dépôts seront reçus :

1^o — A Paris et dans le département de la Seine :

A la paierie générale de la Seine;

A la recette centrale des finances de la Seine;

Aux caisses des receveurs-percepteurs;

2^o — Dans les départements : à la caisse des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs;

3^o — En Algérie : à la caisse du trésorier général, des payeurs principaux et des payeurs particuliers;

4^o — En Tunisie : à la caisse du trésorier général;

5^o — Au Maroc : à la caisse du trésorier général;

6^o — Dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et dans les territoires sous mandat : à la caisse des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs;

7^o — En Suisse : aux guichets des établissements désignés par la Banque des règlements internationaux pour le service de l'emprunt 4½ p. 100 1937.

Les dépôts seront également reçus au service de la dette publique (émissions, pavillon de Flore), sous réserve que les remboursements soient demandés par chèques ou virements.

ART. 21. — Les demandes de remboursement devront être établies sur les bordereaux du modèle de ceux qui seront mis à la disposition des intéressés aux caisses des comptables autorisés à recevoir les dépôts. Ces bordereaux seront revêtus de la signature du déposant ou de l'ayant droit qui devront, s'il s'agit de de titres nominatifs, faire certifier leur signature, soit par un agent de change, soit par un notaire, soit par le maire de leur domicile. Toutefois, la certification de la signature ne sera pas exigée si la signature est apposée en présence du comptable dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 25 octobre 1934.

Il sera délivré aux déposants récépissé de leurs titres.

ART. 22. — Une décision du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances fixera les conditions dans lesquelles interviendra le remboursement des titres déposés en Suisse, conformément à l'article 20 ci-dessus.

ART. 23. — Pour les titres grevés d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le trésor sera valablement libéré en déposant à la caisse des dépôts et consignations le montant du capital à rembourser.

Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit jusqu'à emploi qu'aux intérêts que la caisse est dans l'usage de servir. S'il résulte du fait du nu propriétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés et le taux des nouvelles obligations. Toutefois, il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu propriétaire et de l'usufruitier.

ART. 24. — Le remboursement des titres déposés dans les conditions précitées sera assuré, à partir des dates qui seront fixées par arrêté, à la caisse à laquelle le dépôt aura été effectué.

ART. 25. — La somme correspondant au capital des titres sera versée sur production du récépissé de dépôt; pour les titres nominatifs, ce récépissé devra, en outre, être appuyé des pièces justificatives prévues par les règlements.

ART. 26. — Les intérêts afférents à la période comprise entre le 1^{er} mars 1942 et la date fixée pour le remboursement seront payés au moment du remboursement.

Ce paiement sera effectué, pour les titres au porteur, contre remise du coupon à échéance du 1^{er} septembre 1942; pour les titres nominatifs, contre acquit donné sur le bordereau-quittance remis lors du dépôt des titres prévu à l'article 21 ci-dessus:

Fait à Paris, le 25 février 1942.

Yves BOUTHILLIER.

Barème annexé à l'arrêté du 25 février 1942

Sommes à payer aux porteurs de rentes 4,50 p. 100 1937 converties en rentes 3,50 p. 100 amortissables

(Règlements effectués en France et dans l'empire français)

	MONTANT DES COUPURES (En capital nominal)			
	500 fr.	1.000 fr.	10 000 fr.	100.000 fr.
Valeur de reprise des rentes 4,50 p. 100 1937 :				
Capital	997,70	1.995,30	19.953,40	199.534,20
Intérêts courus	1,86	3,75	37,40	374,14
Total	999,56	1.999,05	19.990,80	199.908,34
Prix d'émission des nouvelles rentes 3,50 p. 100 amortissables	970,—	1.940,—	19.400,—	194.000,—
Soulte	29,56	59,05	590,80	5.908,34

Note — 1^o La valeur de reprise des titres nominatifs sera établie sur les bases ci-dessus, en supposant que le titre à convertir est représenté par le plus petit nombre possible de coupures au porteur. La soulte sera calculée dans les mêmes conditions ;
2^o Les soultes seront payées en numéraire ou en titres de rentes 3,50 p. 100 dans les conditions prévues par l'article 13 du présent arrêté ;
3^o Les sommes à payer en numéraire seront arrondies au décime, au moment du paiement, conformément aux dispositions de la loi du 21 octobre 1940.

ARRETE relatif à la conversion ou au remboursement des rentes 4 p. 100 1925.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu le décret du 4 juillet 1925 relatif à l'émission des rentes 4 p. 100 1925;

Vu l'arrêté du 18 février 1942 fixant le montant du coupon desdites rentes à échéance du 5 mars 1942;

Vu la loi du 25 février 1942 portant autorisation de remboursement ou de conversion des rentes 4 p. 100 1925;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, soit au remboursement des rentes 4 p. 100 1925, soit à leur conversion facultative pour les porteurs, en rentes 3 p. 100 amortissables.

A. — Caractéristiques des nouvelles rentes

ART. 2. — Les nouvelles rentes 3 p. 100 seront amortissables en soixante années et deux mois au

maximum soit par rachats en bourse, soit par remboursement à la suite de tirages au sort semestriels. Le remboursement s'effectuera au pair sous déduction de la portion de soulte visée à l'article 10 ci-après.

Ces rentes seront inscrites à une section spéciale du Grand-Livre de la dette publique.

Leurs arrérages seront payables semestriellement et à terme échu les 5 mai et 5 novembre de chaque année, et pour la première fois le 5 novembre 1942.

La date de jouissance est fixée au 5 mars 1942. Les arrérages afférents à la période 5 mars-5 mai 1942 sont payés dans les conditions fixées à l'article 10 ci-après.

Le service des arrérages et de l'amortissement sera effectué au moyen d'une annuité budgétaire constante, la totalité de l'annuité prévue devant être obligatoirement utilisée chaque année.

ART. 3. — Les nouvelles rentes 3 p. 100 seront au porteur ou nominatives.

Les titres au porteur seront délivrés en coupures de 2.000, 20.000 et 100.000 francs de capital nominal. En outre, il pourra être créé, pour les besoins de la conversion, des coupures de 1.000 francs.

Les rentes inscrites sous la forme nominative seront d'un capital nominal de 1.000 francs ou d'un multiple de 1.000 francs.

ART. 4. — Toutes les opérations relatives au transfert, à la conversion et à la mutation des nouvelles rentes seront effectuées conformément aux dispositions qui régissent les rentes inscrites au Grand-Livre de la dette publique.

ART. 5. — Les nouvelles rentes 3 p. 100 amortissables seront divisées en séries.

Les tirages au sort auront lieu, le cas échéant, les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. A titre exceptionnel, les deux premiers tirages pourront, s'il y a lieu, être effectués simultanément le 1^{er} avril 1943.

Les titres désignés par le sort seront remboursables à partir de l'échéance du coupon suivant le tirage et cesseront de porter intérêt à dater de cette même échéance. Le capital sera tenu à la disposition de l'ayant droit, sous réserve de la déduction du montant des coupons ultérieurs qui ne seraient pas représentés.

ART. 6. — L'Etat se réserve la faculté de procéder, à tout moment, à partir du 1^{er} janvier 1946, au remboursement anticipé au pair, majoré des intérêts courus sous déduction de la portion de soulte visée à l'article 10, de tout ou partie des titres restant en circulation.

Les coupures de 1.000 francs de capital nominal pourront faire l'objet distinctement et à toute époque d'un remboursement anticipé.

B. — Opérations de conversion

ART. 7. — Les titres de rentes 4 p. 100 1925 qui n'auront pas été présentés au remboursement dans le délai fixé par l'article 16 porteront intérêt jusqu'au 4 mars 1942 inclus et seront, avec jouissance du 5 mars 1942, convertis en rentes 3 p. 100 amortissables.

ART. 8. — Le prix d'émission est fixé à 95 francs pour 100 francs de capital nominal.

ART. 9. — La valeur de reprise des rentes 4 p. 100 1925 est fixée par les barèmes I (titres appartenant à des personnes physiques) et II (titres appartenant à des personnes morales) annexés au présent arrêté.

ART. 10. — La conversion sera effectuée sur la base de 6 francs de rente 3 p. 100 nouvelle pour 4 francs de rente 4 p. 100 1925.

Pour les titres de rente 4 p. 100 1925 appartenant à des personnes physiques, la conversion se fera sans versement immédiat de la soulte ressortant de la différence entre le prix d'émission des nouvelles rentes 3 p. 100 amortissables et la valeur de reprise des titres convertis, soit 2 francs 50 par 100 francs de capital nominal du nouveau fonds. Cette soulte sera récupérée par le trésor à concurrence de 50 centimes par compensation avec le montant des intérêts afférents à la période du 5 mars au 5 mai 1942 et, pour le surplus, lors du remboursement des titres amortis par tirage au sort ou remboursés par anticipation.

En ce qui concerne les titres appartenant à des personnes morales, la conversion s'effectuera dans les mêmes conditions. Toutefois, les propriétaires de titres convertis devront verser au trésor le montant du prélèvement de 10 p. 100 applicable à la prime de remboursement dont bénéficient les anciens titres.

Ce prélèvement sera calculé sur les bases indiquées dans le barème II annexé au présent arrêté.

ART. 11. — Les propriétaires de titres convertis devront les grouper pour les présenter à l'échange. En ce qui concerne les titres nominatifs, seuls seront groupés les titres portant le même libellé.

ART. 12. — Les coupures de 4 francs de rente 4 p. 100 1925 au porteur, ainsi que les fractions de rente nominative non inscriptibles seront remboursées en numéraire.

Ce remboursement sera assuré à partir d'une date qui sera fixée par l'arrêté prévu à l'article 21; les intérêts afférents à la période comprise entre le 5 mars 1942 et la date fixée pour le remboursement seront payés au moment du remboursement, dans les conditions prévues par l'article 23 ci-après.

Toutefois, les propriétaires de titres pourront obtenir en les groupant dans la mesure nécessaire leur échange contre des coupures de rente 3 p. 100 amortissable. Cette faculté pourra être exercée seulement pendant la période du 16 mars au 1^{er} juillet 1942.

ART. 13. — Le dépôt des titres à convertir sera reçu sans frais à partir du 1^{er} avril 1942 :

- A la paierie générale de la Seine;
- A la recette centrale des finances de la Seine;
- Aux caisses des receveurs-percepteurs;
- Aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs;
- Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine, et des payeurs particuliers de l'Algérie;
- Aux caisses des trésoriers généraux et des trésoriers payeurs des colonies;
- A la Banque de France (siège central, succursales et bureaux auxiliaires);
- Aux guichets des banquiers et établissements de crédit agréés;
- Chez les agents de change et les notaires.

Les dépôts seront également reçus au service de la dette publique (émissions, pavillon de Flore), sous réserve que les règlements afférents à la conversion soient effectués par chèques ou virements.

ART. 14. — Les titres au porteur devront être présentés coupon à échéance du 5 septembre 1942 attaché.

Il sera délivré aux déposants reçu des titres déposés.

Aucun reversement ne sera exigé pour les coupons manquants au titre d'échéances postérieures au 5 septembre 1942.

ART. 15. — Les nouvelles rentes 3 p. 100 amortissables seront délivrées en échange des titres au porteur, soit sous la forme au porteur, soit sous la forme nominative au choix des déposants.

Les demandes d'échange du porteur au nominatif seront accompagnées d'un bordereau de conversion indiquant le libellé à inscrire sur le titre nominatif.

En échange des titres nominatifs, il sera délivré un nouveau certificat nominatif portant le même libellé.

C. — Opérations de remboursement

ART. 16. — Les propriétaires de titres de rente 4 p. 100 1925 qui désireraient en obtenir le remboursement devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après :

1^o — En France, en Algérie, en Tunisie et au Maroc : du 2 au 14 mars 1942 inclus;

2^o — Dans les colonies, dans les pays de protectorat et dans les territoires sous mandat, pendant un délai de deux semaines à compter de la promulgation de la loi du 25 février 1942 et des dispositions prises en vue de l'application de ladite loi.

Ces délais seront prolongés de deux mois au bénéfice des prisonniers de guerre, sous réserve qu'il soit justifié de la propriété des titres à la date de publication du présent arrêté.

ART. 17. — Les titres au porteur devront être présentés coupon à échéance du 5 septembre 1942 détaché.

Il sera délivré aux déposants reçu des titres déposés.

Aucun reversement ne sera exigé pour les coupons manquants au titre d'échéances postérieures au 5 septembre 1942.

Pour les titres nominatifs, après détachement du talon de contrôle relatif aux arrérages à échoir le 5 septembre 1942 et estampillage du titre, il sera remis au déposant un bordereau-quittance destiné au paiement des intérêts courus entre le 5 mars 1942, date du dernier coupon échu, et la date fixée pour le remboursement.

ART. 18. — Les demandes et dépôts seront reçus :

- 1^o — A Paris et dans le département de la Seine :
 - A la paierie générale de la Seine;
 - A la recette centrale des finances de la Seine;
 - Aux caisses des receveurs-percepteurs;
- 2^o — Dans les départements : à la caisse des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs;
- 3^o — En Algérie : à la caisse du trésorier général, des payeurs principaux et des payeurs particuliers;

4^o — En Tunisie : à la caisse du trésorier général;

5^o — Au Maroc : à la caisse du trésorier général;

6^o — Dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et dans les territoires sous mandat : à la caisse des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs.

Les dépôts seront également reçus au service de la dette publique (émissions, pavillon de Flore), sous réserve que les remboursements soient demandés par chèques ou virements.

ART. 19. — Les demandes de remboursement devront être établies sur les bordereaux du modèle de ceux qui seront mis à la disposition des intéressés aux caisses des comptables autorisés à recevoir les dépôts. Ces bordereaux seront revêtus de la signature du déposant ou de l'ayant droit, qui devront, s'il s'agit de titres nominatifs, faire certifier leur signature, soit par un agent de change, soit par un notaire, soit par le maire de leur domicile. Toutefois, la certification de la signature ne sera pas exigée si la signature est apposée en présence du comptable, dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 25 octobre 1934. Il sera délivré aux déposants récépissé de leurs titres.

ART. 20. — Pour les titres grevés d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le trésor sera valablement libéré en déposant à la caisse des dépôts et consignations le montant du capital à rembourser.

Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit jusqu'à l'emploi qu'aux intérêts que la caisse est dans l'usage de servir. S'il résulte du fait du nu propriétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts

payés et le taux des nouvelles obligations. Toutefois, il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui régissent les droits du nu propriétaire et de l'usufruitier.

ART. 21. — Le remboursement des titres déposés dans les conditions précitées sera assuré, à partir d'une date qui sera fixée par arrêté, à la caisse à laquelle le dépôt aura été effectué.

ART. 22. — La somme correspondant au capital des titres sera versée sur production du récépissé de dépôt; pour les titres nominatifs, ce récépissé devra, en outre, être appuyé des pièces justificatives prévues par les règlements.

ART. 23. — Les intérêts afférents à la période comprise entre le 5 mars 1942 et la date fixée pour le remboursement seront payés au moment du remboursement.

Ce paiement sera effectué, pour les titres au porteur, contre remise du coupon à échéance du 5 septembre 1942, pour les titres nominatifs, contre acquit donné sur le bordereau-quittance remis lors du dépôt des titres prévus à l'article 17 ci-dessus.

Fait à Paris, le 25 février 1942.

Yves BOUTHILLIER.

ANNEXE A L'ARRÊTÉ DU 25 FÉVRIER 1942

Conditions d'échange des rentes 4 p. 100 1925 contre des rentes 3 p. 100 amortissables

BARÈME I. — Personnes physiques

COUPURES de rentes 4 p. 100 1925	RENTES 3 P. 100 AMORTISSABLES REMISES EN ECHANGE			VALEUR de reprise des rentes 4 p. 100 1925	SOULTE A PAYER au Trésor lors de la conversion	SOULTE A RETENIR lors du remboursement des rentes 3 p. 100 amortissables
	Prix d'émission	A déduire intérêts payés d'avance (5 mars 1942-5 juin 1942)	Net			
francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
20 »	950 »	5 »	945 »	925 »	Néant	20 »
40 »	1.900 »	10 »	1.890 »	1.850 »	»	40 »
400 »	19.000 »	100 »	18.900 »	18.500 »	»	400 »
4.000 »	190.000 »	1.000 »	189.000 »	185.000 »	»	4.000 »

ANNEXE A L'ARRÊTÉ DU 25 FÉVRIER 1942

Conditions d'échange des rentes 4 p. 100 1925 contre des rentes 3 p. 100 amortissables

BARÈME II. — Personnes morales

COUPURES de rentes 4 p. 100 1925	RENTES 3 P. 100 AMORTISSABLES REMISES EN ECHANGE			VALEUR de reprise des rentes 4 p. 100 1925	A PAYER AU TRESOR lors de la conversion : prélèvement de 10 p. 100 sur la prime de remboursement des rentes 4 p. 100 1925	SOULTE A RETENIR lors du remboursement des rentes 3 p. 100 amortissables
	Prix d'émission	A déduire intérêts payés d'avance (5 mars 1942-5 juin 1942)	Net			
francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
20 »	950 »	5 »	945 »	882,50	42,50	20 »
40 »	1.900 »	10 »	1.890 »	1.765 »	85 »	40 »
400 »	19.000 »	100 »	18.900 »	17.650 »	850 »	400 »
4.000 »	190.000 »	1.000 »	189.000 »	176.500 »	8.500 »	4.000 »

Exportation française

Engagement de non-réexportation

ARRETE N° 276 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 4 mars 1942 remplaçant par un nouveau tableau le tableau B annexé à l'arrêté du 28 novembre 1941 relatif aux engagements de non-réexportation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu les arrêtés interministériels des 12 décembre 1940, 6 avril, 23 août et 22 octobre 1941, relatifs aux engagements de non-réexportation, promulgués respectivement au Togo les 5 mars, 8 juin, 5 novembre 1941 et 16 janvier 1942;

Vu l'arrêté interministériel du 28 novembre 1941 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations, promulgué au Togo le 24 février 1942;

Vu l'arrêté interministériel du 4 mars 1942;

Vu le bordereau n° 144 A. P/I en date du 9 mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté interministériel du 4 mars 1942 remplaçant par un nouveau tableau le tableau B annexé à l'arrêté du 28 novembre 1941 relatif aux engagements de non-réexportation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET À LA MARINE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'AGRICULTURE, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 pour l'application du décret précité;

Vu l'arrêté du 28 novembre 1941 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations;

ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau B annexé à l'arrêté du 28 novembre 1941 est remplacé par le suivant :

TABLEAU B

Liste des pays de destination soumis à la formalité de l'engagement de non-réexportation.

Espagne (1),

Portugal (1),

Irlande,

Turquie.

Fait à Vichy, le 4 mars 1942.

Le vice-président du conseil,

ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la marine,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

Le ministre secrétaire d'Etat

à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,

François LEHIDEUX.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Pierre CAZIOT.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,

Paul CHARBIN.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,

secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,

Général BERGERET.

Personnel

ARRETE N° 280 promulguant au Togo le décret du 5 mars 1942 complétant l'article 1^{er} du décret du 26 octobre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 27 septembre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés aux colonies, ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions, promulguée au Togo le 26 octobre 1940;

Vu le décret du 26 octobre 1940 pris en application de la loi susvisée du 27 septembre 1940, promulgué au Togo le 5 décembre 1940;

Vu le décret du 12 mai 1941 modifiant l'article 1^{er} du décret susvisé du 26 octobre 1940, promulgué au Togo le 11 juillet 1941;

Vu le décret du 5 mars 1942;

Vu le bordereau n° 144 A. P/I en date du 9 mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

(1) Y compris les îles adjacentes.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 5 mars 1942 complétant l'article 1^{er} du décret du 26 octobre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 27 septembre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés aux colonies, ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions;

Vu le décret du 26 octobre 1940 pris en application de ladite loi;

Vu le décret du 12 mai 1941 modifiant l'article 1^{er} du décret du 26 octobre 1940;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 26 octobre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies relevés de leurs fonctions, modifié par le décret du 12 mai 1941, est ainsi complété :

« IV. — Les fonctionnaires ou agents visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, tributaires des diverses caisses locales ou pouvant prétendre, en vertu de la réglementation en vigueur, à des retraites sur les budgets des collectivités qui les emploient, auront droit, s'ils remplissent la condition de durée de services exigée pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté, ou s'ils réunissent au moins quinze ans de services effectifs, à une pension immédiate calculée suivant des règles analogues à celles du paragraphe III et déterminées dans les conditions fixées pour chaque régime de retraite par arrêtés des chefs de colonie ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 5 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Passeports de service

ARRETE interministériel du 9 mars 1942 relatif à la délivrance et au visa des passeports de service.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'AVIATION, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES, PAR INTÉRIM,

ARRETENT :

TITRE PREMIER

PASSEPORTS DE SERVICE

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un passeport de service français, distinct du passeport ordinaire et du passeport diplomatique. Ce passeport est destiné aux ressortissants français qui, n'ayant pas droit à un passeport diplomatique aux termes de l'arrêté du ministre des affaires étrangères en date du 25 novembre 1941, voyagent à l'étranger pour le service de l'Etat français.

ART. 2. — Les passeports de service sont exclusivement délivrés par le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur (direction générale de la police nationale, direction de la police du territoire et des étrangers) à la demande du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Cette demande est adressée, accompagnée d'une notice de renseignements et de deux photographies, par le cabinet du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères au cabinet du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur.

ART. 3. — Les passeports de service arrivés à expiration, ou sur le point de l'être, sont prolongés :

1^o — En France, par le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, selon la procédure prévue à l'article 2 pour leur délivrance;

2^o — A l'étranger, par les chefs de missions diplomatiques de l'Etat français;

3^o — Dans la zone française du Maroc et en Tunisie, par le résident général, et en Syrie et au Liban, par le haut commissaire;

4^o — Dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, par le chef de la colonie ou du territoire.

ART. 4. — Ont droit au passeport de service pour leurs déplacements à l'étranger pendant la durée de leurs fonctions :

1^o — Les fonctionnaires civils et militaires attachés aux missions diplomatiques et aux postes consulaires français qui ne peuvent être pourvus de passeports diplomatiques, à l'exclusion des auxiliaires (préposés des chefs de poste);

2^o — Les femmes, les fils mineurs, les filles non mariées de ces fonctionnaires ainsi que leurs ascendants vivant sous leur toit.

ART. 5. — Peuvent obtenir un passeport de service pour leurs déplacements à l'étranger pendant la durée de leur mission :

1^o — Les fonctionnaires civils et militaires voyageant pour des raisons de service et possédant, dans la hiérarchie administrative ou militaire, un grade jugé suffisant par les ministères intéressés;

2^o — Les personnes chargées par un département ministériel d'une mission importante revêtant un caractère d'intérêt national;

3^o — A titre exceptionnel, les femmes, les fils mineurs, les filles non mariées et les ascendants accompagnant les personnes susvisées.

L'ordre de mission appuyant la demande de passeport de service doit être signé, s'il ne l'est pas par le ministre ou le secrétaire d'Etat lui-même, par le directeur de son cabinet ou le secrétaire général de son département ministériel.

ART. 6. — La durée de validité du passeport de service est déterminée par la durée de la mission du titulaire, sans pouvoir excéder un an.

Pour les fonctionnaires civils et militaires exerçant leurs fonctions à l'étranger et visés à l'article 4 ainsi que pour les membres de leur famille, elle est d'une année.

ART. 7. — Les passeports de service sont soumis à la taxe afférente aux passeports ordinaires.

Toutefois, la gratuité est acquise, par application de la disposition générale III, 5°, du décret-loi du 28 août 1937, pour la prolongation, à l'étranger, des passeports de service.

TITRE II

VISA DES PASSEPORTS DE SERVICE

ART. 8. — Les passeports de service français sont soumis aux dispositions générales réglementant les voyages des Français à l'étranger et notamment aux prescriptions de la circulaire du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, n° 37, en date du 27 septembre 1940.

Le visa de sortie nécessaire leur est délivré par les soins du ministère de l'intérieur (direction générale de la police nationale, direction de la police du territoire et des étrangers) et le visa d'entrée, si le visa de sortie ne comportait pas de clause de retour ou si la validité de celle-ci est venue à expiration, par les postes consulaires français à l'étranger.

Ces derniers ne peuvent délivrer des visas d'entrée en France et de retour à l'étranger.

ART. 9. — Les passeports de service ou passeports analogues étrangers ne peuvent être revêtus du visa consulaire français qu'après autorisation du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et consultation du ministère de l'intérieur.

La consultation du ministère des affaires étrangères par les postes consulaires est, en principe, effectuée par la voie télégraphique.

Les renseignements suivants sont fournis : nom, prénoms, date et lieu de naissance, qualité de l'intéressé, durée, lieu et motif du séjour projeté, références indiquées. L'examen des demandes est effectué par priorité et d'urgence.

ART. 10. — Toutefois, les chefs des missions diplomatiques peuvent faire viser directement les passeports de service étrangers par les consuls lorsque :

1° — Les titulaires sont connus de leur poste et offrent toutes garanties ;

2° — La demande motivée leur en est faite par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités ;

3° — La mission du titulaire présente un intérêt certain au point de vue national français.

Les visas ainsi accordés directement sont notifiés, par lettre ou télégramme contenant les renseignements exigés pour la consultation préalable, au ministère des affaires étrangères qui en informe le ministère de l'intérieur.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 11. — Il est tenu au ministère de l'intérieur un registre des passeports de service.

ART. 12. — L'enregistrement des renouvellements de passeports de service français et des visas apposés sur les passeports de service étrangers est effectué, dans les postes diplomatiques ou consulaires, confor-

mément aux prescriptions de l'instruction du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du 30 août 1936 sur l'enregistrement administratif qui concernent les passeports français et les visas de passeports. Toutefois, aucune formule de demande de visa n'étant exigée des titulaires de passeports de service étrangers, celle-ci est remplacée par une minute de la communication sollicitant l'autorisation de viser ou notifiant le visa accordé directement.

ART. 13. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 9 mars 1942.

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères,
Amiral DARLAN.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Traits du Chef de l'Etat

ARRETE N° 281 promulguant au Togo la loi du 14 mars 1942 complétant l'article 2 de la loi du 18 juillet 1941 sur la reproduction des traits du Chef de l'Etat dans les territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies (autorisation).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu la loi du 18 juillet 1941 portant réglementation de la reproduction des traits du Chef de l'Etat, promulguée au Togo le 24 janvier 1942 ;

Vu la loi du 14 mars 1942 ;

Vu le bordereau n° 138 A. P./I en date du 1er mai 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 14 mars 1942 complétant l'article 2 de la loi du 18 juillet 1941 sur la reproduction des traits du Chef de l'Etat dans les territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies (autorisation).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 18 juillet 1941 portant réglementation de la reproduction des traits du Chef de l'Etat est complété comme suit en ce qui concerne les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies :

« L'autorisation pourra être accordée, après visa de la censure locale, par le haut-commissaire de la France dans le Pacifique et le haut-commissaire de l'Afrique française, dans les territoires placés sous leur autorité, par le gouverneur général, à Madagascar, par le gouverneur ou chef de territoire dans les colonies autonomes ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 14 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre de la défense nationale,*

Amiral DARLAN.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,*

Général BÉRGERET,

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Denrées et marchandises

DECISION N° 1111 s. E. portant création dans chaque colonie d'une commission mixte chargée d'assurer la répartition de certaines denrées et marchandises.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Sur la proposition du Général d'armée, Commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'Afrique occidentale française;

Vu la décision n° 4223 d. n. du 5 décembre 1941, créant à Dakar une commission chargée de régler les litiges ayant pour objet la répartition des biens meubles et immeubles, matières, denrées et objets de toutes natures;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans tous les chefs-lieux de colonies, une commission mixte chargée d'assurer une répartition équitable des denrées et marchandises entre tous les consommateurs civils et militaires.

ART. 2. — Cette commission peut décider la création de groupements d'achats en commun pour les produits et denrées d'origine locale (poissons, légumes, œufs, etc...) afin de régulariser le marché et d'éviter les surenchères auxquelles conduit une mauvaise organisation des achats.

ART. 3. — En ce qui concerne les produits ou marchandises rationnées ou contingentées, les autorités militaires doivent obligatoirement saisir la commission

de tout marché, appel d'offre, commandes, etc... qui auraient pour conséquence un prélèvement sur les contingents civils.

La commission mixte n'a pas à intervenir dans la répartition et l'utilisation des contingents de produits ou marchandises importés directement par l'armée, l'air ou la marine pour la satisfaction de leurs besoins.

ART. 4. — Dans chaque colonie ou territoire la commission est présidée par le gouverneur. Elle comprend trois ou quatre membres, représentant respectivement l'administration civile, l'armée, la marine et l'air.

Elle dispose d'un rapporteur, fonctionnaire désigné par le gouverneur de la colonie.

ART. 5. — Dans chaque colonie, le représentant de l'administration civile est désigné par le gouverneur. Pour l'armée, la marine et l'air les représentants sont désignés respectivement par les autorités militaires ayant le commandement local de l'armée, de l'air et de la marine.

Ces représentants sont dûment accrédités par leur chef dont ils ont délégation pour prendre position en leur nom dans les questions traitées par les commissions.

Les hautes autorités civiles et militaires désignent leur représentant à chaque séance de la commission, en fonction des questions à traiter.

ART. 6. — Les questions à traiter par la commission doivent être adressées par le président aux autorités représentées à la commission 8 jours avant la date fixée pour la réunion. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'en cas d'urgence. Le cas d'urgence est dûment signalé au président de la commission par la haute autorité qui la saisit.

ART. 7. — Au cas où la commission ne pourrait aboutir à un accord sur une question concernant la répartition et l'utilisation des denrées et produits, le litige serait porté devant la commission des réquisitions et des litiges créée à Dakar par décision n° 4223 d. n. du 5 décembre 1941.

ART. 8. — La présente décision sera enregistrée, publiée, communiquée partout où besoin sera.

Dakar, le 23 mars 1942.

P. BOISSON.

Sucre

ARRETE N° 245 portant abrogation des arrêtés n° 103 du 16 février 1942 et n° 202 du 7 avril 1942 et réglementant à nouveau la vente du sucre au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938

sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué par arrêté n° 634 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité;

Vu l'arrêté n° 103 du 16 février 1942 réglementant la vente du sucre au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 131 s./E. du 28 mars 1942;

Vu l'arrêté n° 202 du 7 avril 1942 réglementant à nouveau la vente du sucre au Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 22 mai 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés n° 103 du 16 février 1942 et n° 202 du 7 avril 1942 réglementant la vente du sucre au Togo.

ART. 2. — La ration mensuelle du sucre tant en tablettes que cristallisé est fixée à 0 kg., 750 (750 grammes) par personne.

ART. 3. — La quantité totale mensuelle de sucre dont la vente est autorisée est portée à 10 tonnes.

ART. 4. — La répartition du tonnage ainsi débloqué mensuellement sera assurée entre les commerçants par les soins du groupement professionnel du commerce colonial, selon l'état de conservation des stocks.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté sont passibles conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 6. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1942.

P. SALICETI.

Fibre de sisal

ARRETE N° 1586 S. E./C. prescrivant la déclaration des stocks de sisal et l'exportation obligatoire de ce produit sur la métropole.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre dans les territoires du Haut-Commissariat;

Vu le décret du 12 juillet 1939, complétant celui du 2 mai 1939;

Vu l'urgence;

Sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dès la publication du présent arrêté la déclaration des stocks de fibre de sisal, quel qu'en soit le détenteur, est rendue obligatoire.

La déclaration est à adresser au gouverneur ou chef de territoire par l'intermédiaire du commandant de cercle.

La même déclaration sera, par la suite, fournie le premier de chaque mois.

Les gouverneurs et chefs de territoire adresseront chaque mois au Gouverneur général — Direction des services économiques, un état récapitulatif des déclarations de stocks précisant :

Les noms des détenteurs,

Les lieux de stockage,

Les quantités détenues.

ART. 2. — A compter de la publication du présent arrêté sont bloquées dans les usines de défibrage toutes les quantités de fibres qui s'y trouvent à quel que titre que ce soit.

ART. 3. — Aucune sortie de fibres ne pourra être faite des usines de défibrage sans une autorisation préalable du Gouvernement général.

Les demandes de sortie devront indiquer le nom du détenteur, le nom du destinataire, le lieu de destination, les quantités à expédier.

Ces autorisations peuvent être données par voie télégraphique.

ART. 4. — Aucune sortie des usines ne sera autorisée pour un lieu autre qu'un port d'où la marchandise sera expédiée directement sur la métropole.

ART. 5. — Le double des autorisations de sortie délivrées pour un port déterminé sera adressé au chef du bureau des douanes de ce port qui fera connaître au gouverneur de la colonie ou chef de territoire en vue des poursuites à exercer les quantités non effectivement embarquées dans le délai de 3 mois à compter du jour de la délivrance de l'autorisation.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, complété le 12 juillet 1939, des peines prévues par l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 7. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 28 avril 1942.

Pour le gouverneur général en tournée,

Le gouverneur des colonies,

secrétaire général p. i. du gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

CHAPOULIE.

HAUT COMMISSARIAT
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Déclaration des stocks de sisal

au 194

QUANTITÉS (poids net) lors de la précédente déclaration	Augmentations	Diminutions ⁽¹⁾	Stock au 194

(1) Indiquer pour chaque expédition :

Destinataire

Lieu de destination

Quantités expédiées

Numéro de

Date de l'autorisation

le 194

Le détenteur :

Transmission du Commandant de Cercle

Transmis le sous le n°

à Monsieur le Gouverneur Général — Direction des Services
Economiques — Service du Commerce.

à Monsieur le Gouverneur ou Commissaire

à

le 194

Le Commandant de Cercle :

ARRETE N° 272 soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté général n° 1586 s. E./C. en date du 28 avril 1942 prescrivant la déclaration des stocks de sisal et l'exportation obligatoire de ce produit sur la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 1586 s. E./C. en date du 28 avril 1942;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté général n° 1586 s. E./C. en date du 28 avril 1942 prescrivant la déclaration des stocks de sisal et l'exportation obligatoire de ce produit sur la métropole, sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 20 mai 1942.

P. SALICETI.

Franchise postale

ARRETE N° 1659/D. T. relatif à la franchise postale concédée aux membres de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 23 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des P. T. T. en A. O. F. rendue exécutoire par arrêté général n° 165 du 5 février 1918 notamment les articles 169 à 178 inclus;

Vu l'arrêté du 22 février 1941, n° 549/D. N. portant création de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire;

Vu l'arrêté n° 1840 s. E./8 du 24 mai 1941 portant concession de la franchise postale aux membres de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire et l'arrêté n° 2316 s. E./8 du 29 juin 1941, le rectifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés n°s 1840 s. E./8 et 2316 s. E./8 sont et demeurent rapportés.

ART. 2. — Dans les limites du régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris) la franchise postale est concédée aux membres de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire désignés ci-après :

A. — Commandement fédéral :

Président général;

Chef fédéral;

Président du tribunal fédéral d'honneur;

Tous membres du commandement fédéral valablement habilités pour signer « par délégation » en leurs noms.

B. — Légions locales :

Chef de la Légion locale et membres du commandement local valablement habilités pour signer « par délégation » en son nom;

Chefs de districts;

Chefs de secteurs;

Chefs de sections.

ART. 3. — La franchise accordée à l'article 2 est limitée aux correspondances échangées entre les autorités indiquées ou adressées par ces mêmes autorités aux membres de la Légion et sans réciprocité.

ART. 4. — Les envois pourront être clos. Ils devront être revêtus du contreseing de l'expéditeur.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 6 mai 1942.

Pour le gouverneur général en tournée,

Le gouverneur des colonies,

secrétaire général p. i. du gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,

CHAPOULIE.

Contributions directes

ARRETE N° 282 portant abrogation de l'arrêté 756 du 26 décembre 1941 et nommant à nouveau un contrôleur des contributions directes en fixant ses attributions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937, réglant l'impôt personnel, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 756 du 26 décembre 1941 est abrogé.

ART. 2. — Le receveur-contrôleur de l'enregistrement est chargé du contrôle des contributions directes en ce qui concerne l'impôt cédulaire et l'impôt général sur le revenu institués par arrêté 576 du 16 octobre 1941.

ART. 3. — En cette qualité, il est chargé de contrôler les déclarations qui lui sont remises directement en ce qui concerne la commune-mixte de Lomé, et qui sont centralisées par les commandants de cercle et chefs de subdivision pour les circonscriptions de l'intérieur du Territoire.

ART. 4. — Les chefs de circonscription transmettent directement les déclarations au contrôleur.

ART. 5. — Le contrôleur établira par circonscription les rôles de l'impôt cédulaire et de l'impôt général sur le revenu.

ART. 6. — Les ordonnateurs du budget local, des communes ou établissements publics, les particuliers, sociétés ou associations, fourniront au service des contributions directes avant le 30 juin, pour l'année 1942, et dans le courant de janvier pour les années suivantes, les renseignements prévus à la section V de l'arrêté 576 en se servant des imprimés à ce destinés.

ART. 7. — Pour l'année 1942, et à titre exceptionnel, le délai accordé pour souscrire les déclarations expirera le 31 juillet. Pour les années suivantes, cette formalité devra être accomplie dans les deux premiers mois.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1942.

P. SALICETI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Administrateurs des colonies****Promotions**

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies, en date du 13 avril 1942, sont promus dans le personnel des administrateurs des colonies :

3° — Au grade d'administrateur de 2^e classe :

Pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

M.M. Jean-Albert Mouragues, 3^e tour choix, administrateur de 3^e classe.

4° — Au grade d'administrateur de 3^e classe :

a) Pour compter du 1^{er} janvier 1942 (1^{er} tour ancienneté réservé, application du décret du 22 février 1941) :

M.M.

Robert-Arsène-François Barbero, 4^e tour choix, administrateur-adjoint de 1^{re} classe.

Les promotions ci-dessus porteront effet, au point de vue pécuniaire, aux dates prévues dans le présent arrêté.

PERSONNEL INDIGENE**Titularisation**

Par arrêtés ou décisions du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française du :

22 avril 1942. — Les sages-femmes auxiliaires de 3^e classe stagiaires du cadre de l'Afrique occidentale française dont les noms suivent qui ont terminé leur année de stage réglementaire le 19 novembre 1941 sont titularisées dans leur emploi :

Mlles.

Sophie Lawson Anoko.

Punition

Par décision n° 368 du :

20 mai 1942. — Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée au chef de station de 2^e classe des chemins de fer du Togo Jacobi Paul, pour mauvaise conduite habituelle.

Forces de police**Nominations — Cassations — Licenciements**

Par arrêté n° 283 du :

22 mai 1942. — 1° — MILICE. — Le caporal Laré Bigui, N° Mle M/366 B. T., est cassé de son grade et remis milicien de 2^e classe à compter du 1^{er} mai 1942, pour faute grave en service.

Sont licenciés pour inaptitude professionnelle et rayés des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1^{er} juin 1942 :

Boumpiri Malpa, stagiaire catégorie B, Mle M/864 B. T.

Nadjombé Djaniman, stagiaire catégorie B, Mle M/863 B. T.

Sambiani Tchapango, stagiaire catégorie B, Mle M/847 B. T.

Koundja Nambilim, stagiaire catégorie B, Mle M/890 B. T.

Sont agréés en qualité de stagiaires :

A compter du 1^{er} mai 1942

Towendo Michel, stagiaire catégorie A, Mle 891 (services militaires accomplis : 4 ans).

Tonogan Somlaba, stagiaire catégorie B, Mle 892.

Ama Komlan, stagiaire catégorie B, Mle 893.

A compter du 6 mai 1942

Agbété Hounhouanou, 2^e classe stagiaire, Mle 894 (services militaires accomplis : 4 ans).

Kpadé Gazozo, stagiaire catégorie A, Mle 895 (services militaires accomplis : 10 mois).

Malamana Hourouno, stagiaire catégorie B, Mle 896.

2^o — GARDE INDIGÈNE. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

A compter du 20 avril 1942

Akparama, garde de 2^e classe, Mle 1238 (condamné à un an de prison par le tribunal de premier degré de Lomé).

Pour compter du 1^{er} juin 1942

Bessi, brigadier chef de 1^{re} classe, Mle 1013 « proposé d'office pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937 ».

Kokou Aménou, stagiaire catégorie B « pour inaptitude professionnelle ».

Dossé Zomédé, stagiaire catégorie B « pour inaptitude professionnelle ».

Le garde de 1^{re} classe Coalani, N° Mle 677, est cassé de son grade et remis garde de 2^e classe pour compter du 1^{er} juin 1942 pour négligence grave en service.

Le brigadier de 1^{re} classe Kondo Sabalé, Mle 1082, licencié par arrêté n° 241 (article 5) du 22 avril 1942, est proposé d'office pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gradés, gardes et miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Agents auxiliaires

Nominations — Révocations

Par décision n° 353 du :

12 mai 1942. — M. Freitas Jean est engagé à titre essentiellement précaire et révocable en qualité de mécanicien à la solde mensuelle de 1.250 (Mille deux cent cinquante) francs, exclusive de toute indemnité à compter du 11 mai 1942.

Pour les déplacements et soins médicaux, M. Freitas sera assimilé aux chefs mécaniciens du cadre local.

Par décision n° 372 du :

22 mai 1942. — Le nommé Kangni Xavier est engagé en qualité d'infirmier auxiliaire.

Il aura droit en cette qualité à une rémunération mensuelle de Deux cents francs (200 frs.) et aux avantages définis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Par décision n° 360 du :

16 mai 1942. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent, sont révoqués pour absence irrégulière :

Midodji, pour compter du 1^{er} avril 1942.

Akagbo, pour compter du 2 avril 1942.

Kouakou, pour compter du 5 avril 1942.

Par décision n° 373 du :

22 mai 1942. — L'infirmier auxiliaire Lawson Laté Simon est révoqué de ses fonctions, pour mauvaise manière habituelle de servir et fautes graves répétées.

DIVERS

Avances

Par arrêté n° 271 du :

19 mai 1942. — Une avance de Vingt mille francs (20.000 frs.) renouvelable et scindable en deux mandats de 10.000 francs est mise à la disposition de M. Walter, surveillant de 2^e classe des travaux publics, chef de district du réseau des chemins de fer en vue d'assurer le paiement des dépenses urgentes d'entretien de main-d'œuvre indigène employée sur les chantiers de coupes de bois du service de la voie du réseau.

M. Walter aura droit à l'indemnité de billettage prévue par l'arrêté n° 409 du 16 juillet 1938.

Les avances faites au compte du budget annexe du chemin de fer du Togo seront justifiées conformément aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Par arrêté n° 274 du :

21 mai 1942. — Une avance de Trois mille francs (3.000 frs.) est accordée à Mlle. Dogimont, directrice-économiste de centre de ségrégation, en vue d'assurer le paiement des menues dépenses urgentes d'entretien des lépreux.

Mlle. Dogimont devra justifier tous les deux mois et dans les formes réglementaires les sommes mises à sa disposition.

Indemnité de transport

Par décision n° 354 du :

12 mai 1942. — Les agents indigènes ci-dessous désignés sont autorisés pour compter du 1^{er} mai 1942, à utiliser durant l'année 1942, leurs bicyclettes pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement :

Adoglo Valentin, infirmier-major de 3^e classe.

Kingbo Georges, infirmier de 1^{re} classe.

Adama Arnold, infirmier-major de 5^e classe.

Agbodjan Robert, infirmier de 2^e classe.

Akouété Jean, infirmier-major de 3^e classe.

Mienso Ambroise, infirmier de 2^e classe.

Par décision n° 361 du :

16 mai 1942. — Les agents indigènes ci-dessous désignés sont autorisés pour compter du 1^{er} mai 1942, à utiliser durant l'année 1942, leurs bicyclettes pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement :

de Souza Etienne, aide-médecin de 3^e classe.

Agege Felix, infirmier-major de 5^e classe.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 268 du :

11 mai 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Amouzouvi Zéréte dit Bruno, de la prison de Mango, condamné à 10 ans de prison par arrêt en date du 27 janvier 1938 de la cour d'appel de Dakar, pour tentative de meurtre par empoisonnement.

Mission géologique

Par arrêté n° 273 du :

21 mai 1942. — L'avance de Vingt mille francs (20.000 frs.) accordée à M. Pinget, prospecteur contractuel en mission au Togo, par arrêté 187 du

24 mars 1942, est portée à Cinquante mille francs (50.000 frs.).

Cette avance est scindable en deux mandats de 25.000 francs.

M. Pinget devra justifier tous les deux mois et dans les formes réglementaires des sommes mises à sa disposition.

Rôles

Par arrêté n° 275 du :

21 mai 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercices 1941 et 1942 dont le détail suit, s'élevant à la somme de Deux cent soixante neuf mille cinq cent quatre vingt trois francs :

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
EXERCICE 1941				
324	Lomé-ville	Impôt personnel et taxe additionnelle	490,—	
		Rachat des prestations	80,—	
		Centimes additionnels	23,—	593,—
325	—	Impôt personnel indigène	485,—	
		Rachat des prestations	100,—	
		Centimes additionnels	24,10	609,10
326	—	Taxe sur les véhicules	30,—	
		Centimes additionnels	1,50	31,50
327	Lomé Subd.	Impôt personnel indigène	343,—	
	—	Rachat des prestations	70,—	413,—
328	Klouto	Impôt personnel indigène	222,—	
		Rachat des prestations	65,—	287,—
329	—	Patentes	100,—	387,—
330	Sokodé	Impôt sur la population flottante	450,—	
331	—	Impôt personnel indigène	20,—	470,—
332	Mango	Impôt sur la population flottante	120,—	
333	—	Taxe sur armes perfectionnées	100,—	
334	—	Taxe sur les véhicules	195,—	
335	—	Taxe sur les chiens	390,—	805,—
336	Atakpamé	Taxe sur les chiens	920,—	920,—
		TOTAL		4.228,60
EXERCICE 1942				
73	Trésor	Impôt personnel européen	1.250,—	
		Rachat des prestations	200,—	
		Centimes additionnels	62,50	1.512,50
74	Lomé-ville	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.220,—	
		Rachat des prestations	270,—	
		Centimes additionnels	61,—	1.551,—
75	—	Patentes	6.280,—	
		Centimes additionnels	314,—	6.594,—
76	—	Licences	1.300,—	
		Centimes additionnels	65,—	1.365,—
77	—	Taxe sur armes perfectionnées	120,—	
		Centimes additionnels	6,—	126,—
78	—	Taxe sur armes non perfectionnées	8,—	
		Centimes additionnels	0,40	8,40
79	—	Taxe sur les chiens	60,—	
		Centimes additionnels	3,—	63,—
80	Lomé Subd.	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.620,—	
		Rachat des prestations	370,—	1.990,—
81	—	Patentes	1.370,—	
82	—	Taxe sur armes non perfectionnées	504,—	3.864,—
83	Anécho	Impôt sur la population flottante	900,—	
84	—	Rachat des prestations indigènes	42.262,50	
85	—	Patentes	34.600,—	
86	—	Licences	1.600,—	
87	—	Taxe sur armes perfectionnées	80,—	
88	—	Taxe sur armes non perfectionnées	7.423,—	
89	—	Taxe sur les bicyclettes	11.295,—	98.160,50
90	Sokodé	Impôt personnel européen	8.000,—	
		Rachat des prestations	1.280,—	9.280,—
		à reporter	9.280,—	113.244,40

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>	9 280,—	113.244,40
91	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 7.030,—		
		Rachat des prestations 1.390,—	8 420,—	
92	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	17.862,—	
93	—	Impôt flottant	2.820,—	
94	—	Rachat des prestations indigènes	76 550,—	
95	—	Patentes	695,—	
96	—	Taxe sur armes perfectionnées	360,—	
97	—	Taxe sur armes non perfectionnées	2.056,—	
98	—	Taxe sur armes non perfectionnées	16,—	
99	—	Taxe sur les bicyclettes	525,—	118.584,—
100	Lama-Kara	Impôt personnel européen 2.000,—		
		Rachat des prestations 280,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 40,—	2 320,—	
101	—	Impôt personnel indigène	3 255,—	
102	—	Impôt sur la population flottante	5.940,—	
103	—	Rachat des prestations indigènes	7.480,—	
104	—	Patentes	2.105,—	
105	—	Taxe sur armes non perfectionnées	16,—	
106	—	Taxe sur les bicyclettes	1.650,—	22.766,—
107	Bassari	Impôt personnel indigène 7.760,—		
		Rachat des prestations 375,—	8.135,—	
108	—	Impôt personnel européen 2.250,—		
		Rachat des prestations 360,—		
		Taxe sur les chiens 15,—	2 625,—	10.760,—
		TOTAL		265.354,40
		REPORT DE L'EXERCICE 1941		4.228,60
		TOTAL GÉNÉRAL		269.583,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 mai 1942.

Secours

Par décision n^o 365 du :

17 mai 1942. — Un secours éventuel de Quatre cent cinquante francs (450 frs.) est alloué à l'agent auxiliaire Quone Moussa.

Surveillance des prix

Séance du 15 Mai 1942

S. G. G. G.

	Frs.
Vin rouge «Kaddour» — Le litre nu	13,40
Vin rouge «Kaddour» en bout. de 0.75 — La bout.	11,25
Vin rouge «Kaddour» en bout. de 0.70 — La bout.	10,50
Vin rouge «Kaddour» — Le litre nu	12,—
Vin rouge «Kaddour» en bout. de 0.70 — La bout.	9,60
Dissolution — Le tube	2,85
Necessaires Thyrs — La boîte	17,85
Necessaires Thyrs — La boîte	6,25
Chaux vive — Le fût	586,55
Pippermint Vert Got 27° — Le litre	67,—
Cigarettes «Nationales» — La cart.	68,40
Cigarettes «Nationales» — Le paquet	2 75
Vermouth Torine — La bout. de 0.90	51,50
Apéritif quinquina — La bout. de 0.90	51,50
Apéritif Cap Corse — La bout. de 0.90	51,50

U. A. C.

Aiguilles à coudre — Le paquet	27,25
Cigarettes Dream — Le paquet	5,25
Dissolution — Le tube	8,35

R. EYCHENNE

Essence de Lavande 30 grs. — L'estagnon	26,20
Essence de Lavande 15 grs. — L'estagnon	15,30
Quintonine — Le flacon	8,10
Vichystore — Le paquet	11,20
Kalmine (boîte de 6 cachets) — La boîte	7,—
Kalmine (boîte de 1 cachet) — La boîte	1,30
Aspirine en tube — Le tube	4,75

V. J. WILLIAM

Eau de cologne (T. G. M. Réf. 201) — Le flacon 190,—	
Eau Dentifrice d'Euxlay — Le flacon	56,50
Eau de Cologne d'Euxlay (Réf. D. F.) Le flacon	318,50
Eau de Cologne d'Euxlay (Réf. D. F.) Le flacon	166,—
Eau de Cologne d'Euxlay (Réf. G. M.) Le flacon	102,50
Eau Dentifrice (Réf. T. G. M.) — Le flacon	140,—
Eau Dentifrice (Réf. G. M.) — Le flacon	83,80
Crème à raser d'Euxlay — Le flacon	47,75

FOUAD K. JAZZAR

Sel gros — Le kilo	2,20
Cigarettes «Nationales» — La cartouche	77,—
Poudre blanche — Le paquet	1,35

Terrains domaniaux

Par décision n° 352 du :

11 mai 1942. — Un délai de deux ans, à compter du 9 mai 1942, est accordé à la société John Holt et Cie. pour la mise en valeur des parcelles de terrains des centres commerciaux de Mango, Blitta et Lama-Kara, constituant les titres fonciers nos 93, 129 et 196 du territoire du Togo.

Textes publiés à titre d'information

Station climatique de Dalaba

ARRETE N° 1508 relatif au fonctionnement de l'établissement de convalescents de Dalaba (Guinée).

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F., et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des cadres communs et locaux de l'A. O. F. et tous actes modificatifs subséquents;

Vu les télégrammes officiels (Colonies) n° 950 du 17 avril 1941 et n° 2151 du 28 juillet 1941;

Vu la circulaire n° 4-4/D. S. S. du 25 avril 1941 du secrétaire d'Etat aux colonies;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station climatique de Dalaba (Guinée Française) sera ouverte chaque année du 1^{er} novembre au 30 juin comme établissement de convalescents, assimilé à un établissement hospitalier. La période d'ouverture pourra être prolongée par décision du gouverneur de la Guinée, prise en accord avec le représentant de la Compagnie des Chargeurs Réunis.

Cet établissement est destiné à recevoir :

1^o — Les fonctionnaires européens et les membres de leur famille fatigués ou convalescents;

2^o — Les personnels de l'Etat et les membres de leur famille d'après des instructions des secrétariats d'Etat intéressés;

3^o — Des particuliers à leurs frais.

Les malades contagieux ou susceptibles de l'être ne peuvent être admis à Dalaba.

Le nombre de places réservé aux personnes visées ci-dessus est fixé comme il suit :

$\frac{1}{3}$ pour les fonctionnaires et les membres de leur famille;

$\frac{1}{3}$ pour les personnels de l'Etat;

$\frac{1}{3}$ pour les particuliers à leurs frais.

Cette proportion n'est appliquée qu'en cas de demandes d'admission supérieures à la capacité d'hébergement; le gouverneur de la Guinée reste juge d'accorder les places disponibles à l'une ou l'autre des catégories visées ci-dessus de manière à assurer à l'établissement le meilleur rendement.

ART. 2. — L'établissement de Dalaba est exploité au régime de l'entreprise par la Compagnie des Chargeurs Réunis conformément aux clauses et conditions d'une convention.

Il relève de l'autorité du gouverneur de la Guinée pour tout ce qui concerne la répartition des personnes à admettre, les conditions particulières d'admission et de séjour ainsi que le contrôle administratif et le service médical.

La durée du séjour à Dalaba ne peut en aucun cas être supérieure à 2 mois.

ART. 3. — Les conditions d'admission à l'établissement de Dalaba sont les suivantes :

1^o — *Fonctionnaires et membres de leur famille.* — Les intéressés sont présentés, sur leur demande, par leur médecin-traitant devant le conseil de santé de leur colonie d'affectation. Le médecin-traitant joint à cette demande un certificat médical précisant les motifs de sa proposition et donnant, le cas échéant, des indications sur le traitement à suivre. Le conseil de santé de la colonie statue sur le bien-fondé de la demande.

Le dossier ainsi constitué est adressé, dans les moindres délais par le chef du service de santé de la colonie au gouverneur de la Guinée qui établit, sur avis du chef du service de santé de la Guinée, l'ordre de priorité et fait connaître aux bénéficiaires la date de leur admission et la durée du séjour à l'établissement de Dalaba.

2^o — *Personnels de l'Etat et membres de leur famille.* — Les conditions d'admission font l'objet d'instructions propres aux différentes armes (armées de terre — de l'air et marine). L'admission ne peut résulter que d'une décision du directeur du service de santé des troupes du groupe de l'A. O. F., dans la limite des places réservées aux personnels de l'Etat et après accord donné par le gouverneur de la Guinée.

3^o — *Particuliers à leurs frais.* — Ils ne sont pas soumis aux formalités prévues pour les fonctionnaires. Ils adressent directement leur demande, appuyée d'un certificat médical de leur médecin-traitant précisant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse au gouverneur de la Guinée qui statue sur la date d'admission et la durée du séjour.

La décision est notifiée par le gouverneur de la Guinée aux particuliers par les voies les plus rapides.

ART. 4. — Les frais de séjour à l'établissement de Dalaba sont à la charge des budgets employeurs des fonctionnaires et des personnels de l'Etat ou à charge de remboursement direct par les particuliers. Ils sont régularisés dans les mêmes conditions que les frais d'hospitalisation, d'après un prix uniforme de la journée fixé trimestriellement par arrêté du gouverneur de la Guinée.

Pour les particuliers à leurs frais, le prix de remboursement ne pourra, en aucun cas, excéder le maximum de 100 francs par jour.

Les remboursements à la charge des budgets locaux employeurs sont effectués trimestriellement par le gouverneur de la Guinée sur mandat ou ordre de paiement émis au profit de l'agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis domicilié à Conakry.

Pendant leur séjour à Dalaba, les fonctionnaires reçoivent la solde et les accessoires de solde auxquels ils peuvent prétendre en cas de traitement dans un établissement hospitalier. Ils subissent sur leur solde la retenue journalière prévue pendant la durée du séjour dans un hôpital. Cette retenue est également exercée sur la solde du chef de famille pour les membres de sa famille depuis le jour inclus de l'admission jusqu'à celui de la sortie exclusivement.

ART. 5. — Les fonctionnaires et les membres de leur famille évacués sur l'établissement de Dalaba ont droit aux frais de transport afférents à leur catégorie pour le trajet aller et retour. Ils n'ont pas droit aux indemnités de déplacement (cf. arrêté du 19 décembre 1934).

Les frais de transport et de déplacement des personnels de l'Etat et des membres de leur famille restent régis par la réglementation propre à chaque département.

ART. 6. — Le présent arrêté qui abroge celui du 17 décembre 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 22 avril 1942.

P. BOISSON.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Un concours pour la nomination de 5 adjoints techniques du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A. O. F. sera ouvert dans les chefs-lieux des colonies du groupe le lundi 26 octobre 1942 et jours suivants.

Les demandes des candidats, qui devront appartenir au cadre commun supérieur des travaux publics, seront reçues au gouvernement général (direction du personnel à Dakar) jusqu'au 26 septembre 1942 date limite.

Avis

relatif aux déclarations d'impôts
sur les revenus

Le contrôleur des contributions directes informe la population que les formules réglementaires de déclarations d'impôts sur les revenus, sont à la disposition des contribuables à la mairie de Lomé et dans chaque cercle du Territoire.

Ces formules, délivrées gratuitement, peuvent être remplies dès maintenant et adressées au contrôleur à Lomé. Toutes les déclarations souscrites jusqu'à ce jour sur d'anciens imprimés sont à considérer comme nulles.

J. SERANT.

DOMAINES

Avis

de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le mardi quatre août 1942 à 10 heures du matin en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur de Six lots numérotés de 13 à 18, compris dans le lotissement d'un terrain

domanial situé à Lomé, vers le Zongo et constituant partie de l'ancienne parcelle n° 104, feuille 3 du plan allemand de Lomé.

Ce terrain est immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé avec plus grande étendue, sous le n° 511.

N° du lot	Superficie	Mise à prix
13	4 ares 05	6.100 frs.
14	4 ares 00	6.000 frs.
15	4 ares 03	6.100 frs.
16	4 ares 16	6.300 frs.
17	4 ares 13	6.200 frs.
18	4 ares 25	6.400 frs.

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé, dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le *Journal officiel* portant insertion du présent avis.

Elles devront en outre se conformer aux dispositions du décret du 8 août 1941 — promulgué au Togo par arrêté du 6 octobre 1941 — (demandes d'autorisation à adresser au Commissaire de France sous le timbre du service des domaines).

Pour communication du cahier des charges, consultation du plan et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 22 mai 1942.

Le receveur des domaines,
J. SERANT.

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1195, déposée le 4 mai 1942 le sieur Abbey Gaspard Tévi, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé, cercle du Centre, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 hectare 81 ares 52 centiares, situé à Palimé (subdivision de Klouto), cercle du Centre, connu sous le nom de « Atakpamé-Kondji » et borné au nord par terrain à Andréas Boévi Lawson, à l'est et au sud par terrain au requérant, à l'ouest par un sentier.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 25 juin 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 46 centiares, et borné au nord par la rue de Bè, à l'est par terrain à Félicio de Souza, au sud par terrain à Ocloo, à l'ouest par terrain à Senanyah, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Henrietta Baëta, boulangère, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mars 1942, n° 1191.

Le jeudi 25 juin 1942 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (quartier n° 6), cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 19 ares 87 centiares, et borné au nord par la rue de Bè, à l'est par terrains à Mensanvi, au sud par terrains à Andreas Agama, Ayanou, Thomas Kodjovi et Bossman, à l'ouest par terrain à Ocloo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicio de Souza, planteur demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mars 1942, n° 1193.

Le vendredi 26 juin 1942 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, canton de Bè, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 60 ares, et borné au nord et à l'ouest par terrain à Félicio de Souza, à l'est et au sud par terrain au chef Aboflan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kéti Dogbé, profession de cultivateur et propriétaire, demeurant et domicilié à Bè, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mars 1942, n° 1194.

Le lundi 29 juin 1942 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dégégo-Tamégni, (canton de Bagida), subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 91 ares 25 centiares, et borné au nord par terrain à Fiagbor Séklé, à l'est par terrain à Koshie, au sud par terrain à Koffi Kpognon, à l'ouest par terrain à Kodjo Lumon, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Brym Louis Abim-Bola, commis d'administration, et propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mars 1942, n° 1192.

Le jeudi 2 juillet 1942 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abo-bo, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 hectares 67 ares 09 centiares, et borné au nord par terrain à Félicio de Souza, à l'est par la lagune, au sud par terrains à Dorkenoo et Téten Pui, à l'ouest par terrain à Dovon Avusey, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Komlavi Adotévi, profession de charpentier,

et propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mars 1942, n° 1190.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL DU COMMERCE COLONIAL

ARTICLE 1^{er}

Règlement intérieur

Tout commerçant ou société commerciale, dont l'activité principale s'exerce actuellement à la colonie (1), à l'exclusion des entreprises familiales et artisanales, inscrit au registre du commerce dans la colonie, doit adhérer au groupement du commerce à la colonie.

ARTICLE 2

Classification générale des commerçants et sociétés commerciales prévue à l'article 1^{er}

a) Est considéré comme importateur toute entreprise, établie à la colonie, qui retire en son nom une marchandise de la douane dans le but de faire acte de commerce.

b) Est considéré comme exportateur toute entreprise, établie à la colonie, qui exporte en son nom des produits naturels, bruts ou manufacturés, dans le but de faire acte de commerce.

Les industriels, les commissionnaires, les transitaires et les banques expédiant des marchandises de l'origine à la colonie, ou recevant des marchandises en consignation à destination de commerçants ou entreprises industrielles ou agricoles, établies à la colonie, ne peuvent en aucun cas, être admis comme importateurs.

Les négociants non établis à la colonie et achetant des produits bruts ou naturels ou manufacturés à des commerçants établis à la colonie, les transitaires et les banques, ne peuvent, en aucun cas, être admis comme exportateurs.

c) Est considéré comme commerçant non importateur et/ou exportateur, le commerçant ou la société commerciale qui ne peut être classé dans les catégories a) et/ou b) ci-dessus.

ARTICLE 3

Représentation des entreprises coloniales de productions lorsque leur activité comporte des opérations de même nature que celles qu'accomplissent les entreprises commerciales

1^o — Outre les commerçants et sociétés commerciales définis par l'article 2, les entreprises coloniales de production, qui assurent elles-mêmes la distribution de leurs produits, ont la faculté, à titre individuel et sans engagement de la fédération dont elles dépendent, de se faire inscrire ou représenter au groupement du commerce en qualité de « producteurs, importateurs ou exportateurs » pour la partie de leur activité qui comporte des opérations de même nature que celles qu'accomplissent les entreprises commerciales.

(1) Par colonie, il faut entendre tout territoire dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, y compris les territoires africains sous-mandat.

2° — A titre de liaison, un siège de vice-président est mis à la disposition du groupement de la production agricole, au groupement du commerce, et, le cas échéant, dans les sections et sous-sections de ce groupement.

3° — Les questions d'intérêt commun entre le groupement du commerce et un des groupements des producteurs seront soumises sur l'instance de l'un ou l'autre de ces groupements, à l'étude de commissions paritaires consultatives. Un règlement type soumis à l'approbation du président du comité central et à l'agrément du commissaire du gouvernement fixera les conditions de fonctionnement de ces commissions.

ARTICLE 4

Conditions d'admission au groupement du commerce

Catégories a), b), c).

1° — Sont adhérents de droit au groupement du commerce, catégorie « a », importateurs et/ou « b » exportateurs, les importateurs ou exportateurs tels que définis à l'article 2 ayant effectivement importé ou exporté et payé patente d'importateur ou d'exportateur entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940.

2° — Les personnes ou entreprises faisant partie, à la colonie, des catégories « a » importateurs et/ou « b » exportateurs ou visées à l'article 3 qui n'auraient pas de siège social en France, pourront, si elles le désirent, se faire représenter, dans des sections métropolitaines correspondant à leurs activités, par le délégué de leur choix qu'elles indiqueront, étant bien entendu que ce délégué parlera uniquement au nom de la maison coloniale qu'il représentera et non en son nom propre.

3° — Seuls, pourront adhérer au groupement du commerce, catégorie « c », commerçants non importateurs et/ou exportateurs, les commerçants non susceptibles d'être classés dans les catégories « a » et « b » et ayant payé patente entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940.

4° — Tout commerçant qui demande son inscription en raison d'une installation ou d'une activité nouvelle est tenu d'adresser au délégué permanent du groupement du commerce à la colonie, sa demande d'adhésion aux sections ou sous-sections compétentes.

Le délégué permanent, sauf délégation spéciale, saisit le président du groupement du commerce dont l'avis, s'il est favorable, est transmis par le délégué permanent au chef de la colonie qui statue.

En cas d'avis défavorable du président du groupement du commerce, celui-ci saisit le comité central. L'avis motivé du comité central est ensuite transmis par le délégué permanent, au chef de la colonie, qui statue.

Les demandes d'adhésion seront appuyées des pièces ci-après :

- le nom du ou des dirigeants responsables,
- l'indication du siège social,
- éventuellement, la composition du conseil d'administration et un exemplaire des statuts,
- les motifs de la demande et les références nécessaires à l'examen de la candidature.

5° — L'adhésion de droit au groupement du commerce dans la colonie, catégorie « a », « b », « c », ne vaut que pour les colonies où le commerçant est établi et a payé patente entre le 1^{er} janvier 1938 et la date de publication à la colonie de la loi du 6 décembre 1940.

6° — Tout commerçant admis au groupement du commerce dans une colonie doit déposer chez le délégué permanent du groupement du commerce dans cette colonie, une copie de son inscription au registre du commerce. Il sera tenu, par suite, d'aviser le délégué permanent du groupement du commerce à la colonie, de toutes modifications intéressant cette inscription.

ARTICLE 5

Cession de fonds — Cessation de commerce

Quand un adhérent au groupement du commerce cède son fonds de commerce dans une colonie, son ou ses successeurs ne sont pas admis de droit comme adhérents au groupement du commerce en cette colonie. Ils sont astreints aux formalités prévues à l'article 4, paragraphe 4, ci-dessus.

Quand un adhérent au groupement du commerce cesse d'être inscrit au registre du commerce dans la colonie, en vertu des dispositions prévues par les lois-décrets ou arrêtés promulgués à ce sujet dans les colonies, il y a lieu à sa radiation du groupement du commerce.

ARTICLE 6

Organisation générale dans la métropole

Le groupement du commerce est divisé en cinq sections géographiques :

1° — Section Indochine (Indochine et établissements français dans l'Inde);

2° — Section Afrique occidentale et équatoriale (A. O. F., A. E. F., territoires sous mandat);

3° — Section Afrique orientale (Madagascar, Réunion, Côte française des Somalis);

4° — Section Antilles (Guadeloupe, Martinique, Guyane, St. Pierre et Miquelon);

5° — Section Océanie (Nouvelles Hébrides, Nouvelle Calédonie, établissements français de l'Océanie).

Chaque section géographique est subdivisée en « section des importateurs et section des exportateurs » ayant chacune à sa tête un président nommé par arrêté du secrétariat d'Etat aux colonies, sur proposition du comité central.

Les sections des importateurs et des exportateurs peuvent créer des sections spécialisées s'intéressant particulièrement à un ou plusieurs produits naturels, bruts ou manufacturés. Il peut être créé autant de sections spécialisées qu'il est jugé utile à la bonne marche du groupement. Ces sections peuvent elles-mêmes être subdivisées en sous-sections.

Les sections et sous-sections spécialisées ainsi créées sont administrées par des présidents désignés par le président du groupement du commerce.

Il pourra être adjoint aux présidents des sections des importateurs et des exportateurs un ou plusieurs vice-présidents, dont l'un, désigné le cas échéant sur la proposition du président du groupement intéressé, représentera les producteurs; en outre, pourront être également adjoints des conseillers nommés sur la proposition des présidents des sections par le président du groupement du commerce.

ARTICLE 7

Adhésion aux sections et sous-sections spécialisées

Tout membre du groupement du commerce doit indiquer les sections ou sous-sections auxquelles il désire adhérer. Il ne peut adhérer qu'aux sections techniques pour lesquelles il désigne son activité antérieure sauf accord préalable du président du groupement.

ARTICLE 8

Organisation générale à la colonie

Dans chaque groupe de colonies où il sera jugé nécessaire, un délégué général permanent sera désigné, au siège du gouvernement général, par le président du groupement du commerce. Il pourra également, le cas échéant, être désigné un délégué général adjoint.

Dans chaque colonie, le président du groupement du commerce est représenté par un délégué permanent.

Les désignations de « délégué général permanent » et de « délégué permanent » sont faites par le président du groupement du commerce, dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 8 avril 1941 après agrément du chef de la colonie.

Le délégué général permanent ou le délégué général adjoint assurera la liaison entre les organisations professionnelles de chacune des colonies du groupe et les services du gouvernement général intéressé. Il réglera également, avec le gouverneur général, les questions d'ordre professionnel, communes à la fédération.

Dans chaque colonie, le délégué permanent a la responsabilité de la bonne marche du groupement du commerce. Il choisit sur place, parmi les personnes les plus compétentes un ou plusieurs délégués adjoints chargés de le remplacer pendant ses absences et de l'aider dans son travail.

Le délégué permanent doit être un importateur et/ou exportateur ou le représentant qualifié d'un importateur et/ou exportateur.

Dans chaque colonie, le groupement est subdivisé en :

- a) section des importateurs,
- b) section des exportateurs,
- c) section des commerçants non importateurs et/ou exportateurs.

Ces sections pourront créer des sections spécialisées et des sous-sections ainsi qu'il aura été procédé dans l'organisation à la métropole.

Les présidents de ces sections et sous-sections sont désignés conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 6 décembre 1940. Il pourra leur être adjoint un ou plusieurs secrétaires, selon qu'il sera nécessaire. Un secrétaire pourra grouper plusieurs sections ou sous-sections.

Dans la section des commerçants non importateurs et/ou exportateurs, le président pourra être assisté d'un certain nombre de conseillers représentant les principales professions de cette catégorie.

En cas d'absence de la colonie du délégué permanent ou des délégués adjoints, leurs remplaçants sont choisis parmi les secrétaires des sections spécialisées des catégories importateurs ou exportateurs et les conseillers de la catégorie des commerçants non importateurs et/ou exportateurs.

Le délégué permanent du groupement du commerce à la colonie, ou en cas d'absence, son remplaçant, réglera au mieux sur place, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 8 avril 1941, fixant l'organisation et les conditions de fonctionnement du groupement professionnel du commerce; les problèmes intéressant le commerce de sa colonie.

Lorsqu'une question ne pourra être résolue localement ou présentera un caractère général, le délégué

permanent en saisira, selon le cas, le président du groupement du commerce dans la métropole ou le délégué général le représentant auprès du gouverneur général.

ARTICLE 9

Personnel d'exécution

Les présidents des sections des importateurs et des exportateurs, les présidents des sections spécialisées, les délégués permanents, pourront disposer d'un personnel d'exécution dont les conditions types d'engagement et l'effectif seront déterminés par le comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nommeront et licencieront ce personnel.

ARTICLE 10

Transmission — Liaison

Les liaisons et transmissions s'établiront dans les deux sens :

a) Entre le président du groupement et les délégués permanents ainsi qu'avec le délégué général auprès du gouvernement général pour toutes les décisions de coordination et d'autorité;

b) Entre les présidents des sections d'importateurs et d'exportateurs dans la colonie pour toutes les décisions intéressant en général l'importation ou l'exportation, et les présidents des sections dans la métropole.

Copie de cette correspondance sera adressée au président du groupement du commerce dans la métropole et au délégué permanent à la colonie;

c) Entre les présidents dans la métropole des sections et des sous-sections spécialisées et les secrétaires des sections et sous-sections correspondantes à la colonie pour toutes les questions concernant plus spécialement les produits naturels, bruts ou manufacturés intéressant lesdites sections.

Copie de cette correspondance sera adressée au président de la section des importateurs ou exportateurs dans la métropole (suivant le cas) et au délégué permanent à la colonie;

d) Entre tous les organismes et le délégué général qui représente le président du groupement auprès du gouvernement général chaque fois que cela sera jugé nécessaire.

ARTICLE 11

Sanctions

Des sanctions sont susceptibles d'être appliquées au titre de l'organisation du commerce colonial en exécution de l'article 9 de la loi du 6 décembre 1940.

Le président du groupement est d'autre part chargé en exécution de l'article 4, paragraphe 3, de l'arrêté du 8 avril 1941, de veiller à la discipline du groupement et à l'honneur du commerce colonial.

Donneront notamment lieu à des propositions de sa part au comité central susceptibles d'entraîner la radiation du groupement :

les faillites non excusables ou liquidations judiciaires si le concordat n'a pas été régulièrement exécuté,

les manœuvres frauduleuses,

les fautes professionnelles graves, telles que refus d'exécuter un contrat d'achat ou de vente et/ou une sentence arbitrale ou judiciaire.